

Première commission « Extrême droite » de la LDH : une histoire

La présence électorale de l'extrême droite en France est aujourd'hui une réalité. A l'époque où rien ne la laissait encore présager, la LDH s'inquiétait de l'activisme de ces mouvements et de leur travail idéologique. C'est pourquoi elle a créé, en 1980, sa première commission « Extrême droite ». Retour sur l'initiative d'une LDH visionnaire.

Philippe LAMY, ancien président et animateur de la commission « Extrême droite » de la LDH

Aujourd'hui, la présence de l'extrême droite dans le champ politique s'est banalisée. La plupart des associations créées en riposte à la percée électorale du Front national (FN) ont disparu⁽¹⁾. Les revues comme *Article 31*, *Celsius* ou *Reflex*, destinées à contrer les thèses de l'extrême droite, n'ont pas survécu. Seul subsiste le site - toujours très bien informé - des antifascistes radicaux, « La Horde ». Mais bien avant que le Front national n'émerge en 1984, on oublie que la LDH fut la première association à s'inquiéter de la montée des idées de l'extrême droite. Lors de son 61^e congrès, les 8 et 9 novembre 1980, elle décide de créer une commission de travail intitulée « Extrême droite nazie et fasciste : menaces et ripostes ». Le sujet semble si important que la direction décide d'en faire le thème principal du congrès de Lille en février 1982, avec un rapport de vingt-huit pages présenté par Madeleine Rebérioux, avec la collaboration du Mrap⁽²⁾ et de l'Association Henri-Curiel.

Electoralement, en 1980, l'extrême droite ne compte pas. Le Parti des forces nouvelles (PFN) a subi un échec électoral avec sa liste « Eurodroite », aux premières élections européennes de 1979 (1,31 %). Quant au Front national, c'est un groupuscule qui a perdu son théoricien néofasciste, Fran-

çois Duprat, dans un attentat en 1978. Mais la LDH est inquiète de l'activisme de l'extrême droite. L'attentat contre la synagogue de la rue Copernic le 3 octobre 1980, qui fit quatre morts et dix blessés, a accentué ces craintes. Aujourd'hui nous savons que l'auteur présumé appartenait à un groupe palestinien mais, à l'époque, le doute plane sur les auteurs de cet attentat antisémite. Ce doute existe car la France connaît depuis plusieurs années de nombreux attentats et meurtres revendiqués par des groupes d'extrême droite, actes dont les auteurs ne sont jamais retrouvés⁽³⁾. Plus de trente attentats sont recensés depuis le début de l'année 1980⁽⁴⁾. L'un d'entre eux frappe au domicile du président de la LDH, Henri Noguères, le 21 septembre.

Face à une extrême droite très active, la LDH agit

Cette vague d'attentats et d'agressions n'est pas sans liens avec deux autres problématiques qui marquent les débats en 1978 et 1979. Avec la publication dans *Le Monde* du 29 décembre 1978 de la lettre de Robert Faurisson, on découvre l'existence d'un courant de pensée qui nie l'existence des chambres à gaz, et par là même la spécificité du génocide du peuple juif, courant dont les ramifications vont de l'extrême droite (Maurice Bardèche) aux

milieu de l'ultragauche (La Vieille Taupe). En juin 1979, éclate l'affaire de la « nouvelle droite ». Une campagne de presse met à jour l'existence du Groupement de recherche et d'études pour une civilisation européenne, le Grece, qui développe depuis 1968 une stratégie métapolitique de conquête des idées, utilisant de façon subtile les thèses du darwinisme social et se référant à des auteurs engagés sous le Troisième Reich ou ayant appartenu à la Révolution conservatrice allemande. Ce groupe est très présent au sein du *Figaro Magazine*, où il peut y diffuser ses idées. De plus, il existe, à côté du Grece, un « contre-club Jean-Moulin » qui développe les mêmes idées au sein du RPR et de l'UDF : le Club de l'Horloge. Toutes ces raisons justifiaient que la LDH

(1) Mentionnons Ras l'Front, le Manifeste contre le Front national ou Section carrément anti-Le Pen (Scalp).

(2) Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

(3) Plusieurs pistes sont émises pour le terrorisme « noir ». Voir *Le Point*, 13 octobre 1980.

(4) Réponse du ministre de l'Intérieur à une question orale du sénateur Marcel Debarge (groupe socialiste), Sénat, séance du 14 octobre 1980.

(5) Ligue communiste révolutionnaire.

(6) Dans un dossier « Menaces sur la République », *H&L* n° 70, déc. 1992-janv.-fév. 1993.

(7) Editions Etudes et Documentation internationale (EDI).



Jean-Marie Le Pen entouré des deux candidats à sa succession à la présidence du Front national, Marine Le Pen et Bruno Gollnisch (défilé du FN en l'honneur de Jeanne d'Arc, le 1^{er} mai 2010).

© MARIE-LAN NGUYEN, LICENCE CC

« Pour Madeleine Rebérioux, la commission "Extrême droite" c'était "d'abord un groupe de travail" qui travaillait sur trois axes : analyse du phénomène des attentats, réflexion sur la signification de l'apparition des négationnistes, connaissance des idéologies et pratiques de la nouvelle droite. »

s'empare du sujet. Particularité de la commission « Extrême droite », elle est largement ouverte sur l'extérieur et entretient des liens avec les syndicats ou les associations antifascistes. Deux présidentes et un président se sont succédé pour l'animer : Madeleine Rebérioux, dont il faut rappeler le rôle déterminant qu'elle y a joué, Françoise Gaspard et Philippe Lamy. Des étudiants de Sciences Po, des journalistes, des militants du Mrap, de l'Association Henri-Curiel, de la LCR⁽⁵⁾, y participent activement. Des militants des sections parisiennes sont présents et, surtout, on retrouve la « fameuse équipe »

du Comité « Droits et libertés dans l'institution militaire » (CDLIM), qui en assure le secrétariat. Les sections de province participent en envoyant des informations, des analyses, des tracts ou journaux d'extrême droite. Comme le rappelle Madeleine Rebérioux, sa très active présidente, la commission « Extrême droite » « *c'est d'abord un groupe de travail* » qui centre son activité sur trois axes : analyse du phénomène des attentats, réflexion sur la signification de l'apparition des négationnistes, connaissance des idéologies et pratiques de la nouvelle droite.

Une commission ouverte, dynamique, un travail fécond

Comment la commission fonctionnait-elle ? Une séance plénière était organisée tous les trois mois où, généralement, un thème précis était abordé avec audition d'un spécialiste : « L'extrême droite et l'armée » (l'amiral Antoine Sanguinetti) ; « L'OAS d'hier et d'aujourd'hui » (Jacques Delarue) ; « Le nazisme » (Marie-José Chombart de Lauwe) ; « La nouvelle droite » (Pierre-André Taguieff), etc. Un secrétariat de sept membres se réunissait chaque semaine, puis tous les mois, triant et collectant les informations. Un groupe de travail se réunissait également pour gérer administrativement le courrier et les tâches à mener. Durant ses vingt années d'existence, la commission n'est pas restée inactive. Il y eut la constitution d'un centre de documentation avec collecte d'ouvrages, de brochures, de tracts donnant

lieu à la publication de fiches diffusées en interne et à l'extérieur sous forme de notes (« Les Comités d'action républicaine » de Bruno Mégret ; « Le CNIP » ; « Les organisations d'extrême droite en France », « Le P.O.E. » ; « Comment régir face à un attentat » ; « Troisième Voie »). La commission envoyait également des questionnaires aux sections (1984 et 1991), afin d'avoir une meilleure connaissance de la montée en puissance du FN. Ses animateurs participèrent à de très nombreuses réunions tant à Paris qu'en province, à l'invitation des sections mais aussi des syndicats et des partis de gauche. Plusieurs articles furent rédigés dans *Hommes & Libertés*, notamment en 1992⁽⁶⁾. Un *Dossiers et documents* fut réalisé en 1997 (« Connaître l'extrême droite pour mieux la combattre. Manuel à l'usage des militants », 66 pages). Des livres sont publiés comme *Vigilance* de Marie-José Chombart de Lauwe (1987) ou les Actes du colloque « L'extrême droite en questions », organisé avec le Cercle Condorcet en 1991⁽⁷⁾. La commission fut aussi partie prenante de plusieurs collectifs, dont notamment le Comité national de vigilance contre l'extrême droite, structure qui réunissait partis de gauche, d'extrême gauche, associations et syndicats. La commission va disparaître après la crise interne du FN en 1998, 1999. Beaucoup de ceux qui animaient la commission étaient partis pour d'autres structures. Une majorité était persuadée, à tort, qu'il en était fini avec le FN. Et ce fut le 21 avril 2002... Mais c'est une autre histoire... ●